

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1893-1894.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS D'AVRIL.

FEUILLETON AU 10 MAI 1894.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
1.	8366.	Par pétition datée de Bruxelles, La dame Dubois, à Bruxelles, demande un secours. DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i>
2.	8368.	Par pétition datée d'Ensival, le 26 mars 1894, Le sieur Lejeune, à Ensival, demande la publication et la mise en vente, au prix de revient, d'une liste renseignant le nombre des fonctionnaires, des employés de l'État et des officiers de l'armée avec indication de leurs traitements. DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i>
5.	8369.	Par pétition datée d'Oostmalle, le 19 mars 1894, Des habitants d'Oostmalle rappellent une pétition antérieure réclamant des mesures énergiques pour parer aux dévastations causées par les lapins qui pullulent sur le territoire de cette commune. Ils récla- ment, à ce sujet, la prompte intervention de la Chambre auprès du Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics. DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.</i>

Numéros du feuilleton.	Numeros du registre des pétitions
4.	8372.

Par pétition datée de Bruxelles, le 30 mars 1894,

Le président et le secrétaire de la « Société nationale des combattants de 1830 » demandent que les miliciens de 1830 soient assimilés aux volontaires pour l'obtention de la croix commémorative.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

5. 8375.

Par pétition datée de Furnes,

Des secrétaires communaux de l'arrondissement de Furnes demandent que le traitement de ces fonctionnaires soit augmenté et qu'il leur soit alloué une indemnité en raison des travaux supplémentaires qui résultent, pour eux, du nouveau régime électoral.

Mêmes pétitions de secrétaires communaux de l'arrondissement de Gand et du canton de milice de Moerbeke.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

6. 8377.

Par pétition datée de Gilly, le 30 mars 1894,

Le sieur Vandermonden, à Gilly, expose que, pour des raisons de santé, il a dû fermer, pendant cinq ans, le débit de boissons qu'il tenait dans cette commune. Il demande à être exonéré du droit de licence fixé par la loi de 1889.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

7. 8384.

Par pétition datée de Hamois,

Des habitants de Hamois réclament l'intervention de la Chambre afin que de promptes et d'énergiques mesures soient prises pour parer aux ravages, causés dans leurs terres, par les lapins qui pullulent dans cette localité.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

8. 8385.

Par pétition datée de Bruxelles, le 31 mars 1894,

Le président et le secrétaire du « Nationaal vlaamsch Verbond » demandent la prompte création, aux universités de Gand et de Liège, d'un cours néerlandais de

Numéros du enlèvement.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

rédaçtion des actes notariés et des principes du droit civil. Ils rappellent leurs pétitions antérieures par lesquelles ils dénoncent des infractions à la loi du 15 juin 1883 sur l'emploi de la langue néerlandaise dans l'enseignement moyen en pays flamand. Ils exposent, en outre, la nécessité qu'il y a d'enseigner, en langue néerlandaise, dans les universités de l'État, les branches enseignées en cette langue dans les établissements d'enseignement moyen.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

9. 8388. Par pétition datée de Somergem,
Des membres du conseil d'administration de la
« Weversgilde », de Somergem, prient la Chambre de
réorganiser l'inspection du travail en tenant compte
des desiderata qu'ils présentent.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

10. 8397. Par pétition datée de Haine Saint-Paul,
Le sieur Fourmanoir, à Haine Saint-Paul, réclame
l'intervention de la Chambre pour que les copies et les
états cadastraux et hypothécaires soient délivrés aux
frais de l'État.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

11. 8398. Par pétition datée de Ledeghem, le 9 avril 1894,
Le sieur Sintobin, à Ledeghem-Beythem, réclame
l'intervention de la Chambre pour que son fils Jules
Sintobin obtienne la remise d'une amende à laquelle
il a été condamné.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

12. 8399. Par pétition datée de Ledeberg lez-Gand, le 9 avril
1894,

Le sieur Louis Busschaert et son épouse Isabelle
Deelbeester, à Ledeberg lez-Gand, réclament l'in-
tervention de la Chambre pour que justice leur soit
rendue au sujet d'une spoliation d'héritage qui aurait été
commise à leur préjudice par un notaire de Bruges.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

Numéros du feuillet.	Numéros du registre des pétitions.
----------------------------	--

- | | | |
|-----|-------|---|
| 15. | 8409. | Par pétition datée d'Assenede, le 10 avril 1894, |
| | 8414. | Des cultivateurs d'Assenede prient la Chambre de voter, dans la session actuelle, une loi établissant des droits protecteurs sur les grains, afin de les mettre sur le même pied que les cultivateurs français. |

Même demande d'agriculteurs de Lens, Thieulain, Bisseghem, Estimbourg.

DÉCISION : Dépôt sur le bureau pendant la discussion du projet de loi établissant certains droits d'entrée.

- | | | |
|-----|-------|--|
| 14. | 8411. | Par pétition datée de Verviers, le 11 avril 1894, |
| | | Le président et le secrétaire de l' « Union démocratique chrétienne de Verviers » prient la Chambre d'organiser l'inspection du travail de manière à garantir l'uniformité de l'application de la loi et à assurer aux ouvriers l'avantage des lois de réglementation. |

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

- | | | |
|-----|-------|--|
| 15. | 8415. | Par pétition datée de Bruxelles, le 12 avril 1894, |
| | | Le président et le secrétaire du « Nationaal vlaamsch Verbond », à Bruxelles, demandent itérativement :
1° qu'il soit procédé à l'endiguement des eaux de l'Espierre et que les crédits votés depuis 1887 pour empêcher la corruption des eaux de l'Escaut par celles de cette rivière soient employés sans retard à cette fin ;
2° qu'il plaise à la Chambre de demander à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics quelle suite il a l'intention de donner à leurs pétitions des 23 mars, 31 juillet, 5 octobre et 12 novembre 1893 concernant la langue néerlandaise. Ils demandent, en outre, que le Conseil supérieur du travail soit composé de manière à garantir le libre emploi des deux langues au sein de ce Conseil. |

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

- | | | |
|-----|-------|---|
| 16. | 8416. | Par pétition datée d'Attenhoven, le 11 avril 1894, |
| | | Des habitants d'Attenhoven demandent l'établissement d'un droit d'entrée sur les céréales. |
| | | Même pétition d'habitants d'Avennes, Waremmé, Aelst en Hesbaye, Blaregnies, Bleret, Bailem, Beveren |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

lez-Courtrai, Braij lez-Binche, Bothey, Chapelle-à-Wattines, Corennes, Crisnée, Croix lez-Rouveray, Écaussines-Lalaing, Ellemelle, Genly, Néchin, Odeur, Smcerhebbe-Vloersegem.

DÉCISION : Dépôt sur le bureau pendant la discussion du projet de loi établissant certains droits d'entrée.

17. 8417. Par pétition datée de Flémalle-Grande, le 13 avril 1893,

Le sieur Buraye, à Flémalle-Grande, réclame l'intervention de la Chambre à l'effet d'obtenir une pension à laquelle il prétend avoir droit.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

18. 8418. Par pétition datée de Bonsecours, le 28 mars 1894,

Des habitants de Bonsecours, dépendance des communes de Péruwelz et de Blaton, demandent l'érection de ce hameau en commune distincte sous le nom de Bon-Secours.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Industrie publique.

19. 8419. Par pétition datée de Familleureux, le 15 avril 1894,

Le sieur Dutricux, à Familleureux, réclame l'intervention de la Chambre auprès de M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics pour qu'une suite favorable soit donnée à la requête qui lui a été adressée au sujet du détournement d'un sentier sur le territoire de La Louvière.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

20. 8426. Par pétition datée de Châtelineau, le 15 avril 1894,

Le président et le secrétaire de l'« Assemblée des Mineurs », à Châtelineau, demandent la prompte institution d'un comité de surveillance des mines, rétribué par l'État et élu par les ouvriers.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
21.	8459.

Par pétition datée de Molenbeek-Saint-Jean, le 20 avril 1894,

Le conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir, au cours de la session actuelle, par une contribution rationnelle de l'État, la solution de la question des installations maritimes de Bruxelles.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

22.	8444.
	8454.

Par pétition datée de Herzele, le 19 avril 1894,

Des ouvriers agricoles, membres du « Kristen Bond » du canton d'Alost, qui, au temps de la moisson, vont travailler en France, prient la Chambre de fixer la date des élections à une époque de l'année où ils se trouvent en Belgique, c'est-à-dire du 15 août au 15 septembre et du 1^{er} novembre au 30 avril; ils demandent, en outre, que leur livret d'ouvrier leur assure une réduction de moitié sur les chemins de fer de l'État belge; que l'administration des chemins de fer intervienne auprès du gouvernement français pour que celui-ci organise, à certaines époques, des trains d'ouvriers, à prix réduit, comme il organise des trains de plaisir pour les personnes aisées qui vont visiter Paris; enfin, que le Gouvernement nomme, dans les contrées où ils vont travailler, des consuls qui seraient chargés de défendre leurs intérêts et de faire respecter leurs droits.

Même demande du sieur Siernans; d'ouvriers agricoles, membres du « Kristen Bond » du canton d'Alost, de Helderghem, Hillegem, et d'une commune non dénommée.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et de l'Instruction publique, des Chemins de fer, Postes et Télégraphes et des Affaires étrangères.*

23.	8446.
-----	-------

Par pétition datée de Bruxelles, le 21 avril 1894,

Le président et le secrétaire du « Nationaal vlaamsch Verbond », à Bruxelles, demandent que les écoles primaires, les écoles communales, les écoles adoptées ou susceptibles de l'être, dans la partie flamande du pays, ne soient admises à bénéficier des subsides de l'État qu'à la condition que la langue néerlandaise y soit enseignée non seulement d'une façon approfondie,

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

mais qu'elle soit employée exclusivement comme langue véhiculaire de tout l'enseignement.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

24.	8451.
-----	-------

Par pétition datée de Berthem, le 23 avril 1894,

Des habitants de Berthem réclament l'intervention de la Chambre pour qu'un commissaire spécial soit envoyé dans cette commune à l'effet de mettre fin aux abus que commettrait le bourgmestre dans la gestion des affaires communales.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

